

Brochure n° 3276

Convention collective nationale  
IDCC : 1794. – **INSTITUTIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE**  
**(Personnel)**

---

ACCORD DU 23 FÉVRIER 2018  
RELATIF À L'AGENDA SOCIAL DE LA CPPNI POUR 2018

NOR : ASET1850561M  
IDCC : 1794

---

Entre :  
AEGPIRC,  
D'une part, et  
PSTE CFDT ;  
FESSAD UNSA,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'accord du 13 septembre 2017 a consacré la mise en place, les missions et les modalités de fonctionnement de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) de la branche des IRC/IP.

Parmi les missions dévolues à cette instance, la négociation des accords collectifs de branche s'effectue dans le cadre d'un agenda social prévisionnel annuel.

À l'occasion de la première réunion de la CPPNI consacrée à la fixation de l'agenda social pour 2018, les partenaires sociaux conviennent des dispositions suivantes :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Thèmes des négociations*

- Les partenaires sociaux décident d'aborder en 2018 les thématiques de négociations suivantes :
- négociation annuelle sur la fixation des RMMG intégrant l'établissement d'un diagnostic sur les rémunérations des femmes et des hommes et identifiant les axes de progrès en matière d'égalité de rémunérations en vue de l'adoption par les entreprises de mesures correctrices, le cas échéant (art. 4.3 de l'accord du 19 octobre 2015 relatif à la promotion de la diversité et de l'égalité des chances) ;
  - révision de l'annexe IV de la CCN du 9 décembre 1993 (*cf.* courrier du 6 septembre 2017) ;
- Un accord de méthode relatif à la révision de l'annexe IV sera élaboré.

Il traitera les aspects suivants :

- thématiques à aborder dans la négociation (*cf.* annexe n° 1) ;
- phase de diagnostic préalable avec appel à un cabinet conseil pour le réaliser ;
- modalités de conduite de la négociation ;
- les mesures incitatives au développement du dispositif de retraite progressive ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 2253-2 du code du travail (*cf.* annexe n° 2) ;
- avenant à l'accord du 13 septembre 2017 relatif au droit syndical et au fonctionnement des instances de la branche pour intégrer notamment les dispositions liées à la nouvelle structuration des IRP et aux modalités de mise en œuvre dudit accord ;
- mise à jour des dispositions de la convention collective au regard de la fusion des régimes AGIRC et ARRCO au 1<sup>er</sup> janvier 2019, notamment l'article 1<sup>er</sup> et l'annexe I relatifs au champ d'application de ladite convention et de l'annexe III relative aux régimes de retraite et de prévoyance eu égard aux évolutions réglementaires ;
- les mesures relatives à des contrats de travail de type particulier notamment pour la réalisation de projets d'ampleur communautaire nationale.

Des séances seront par ailleurs consacrées aux sujets suivants :

- bilan de l'application de l'accord relatif à la GPEC conclu le 30 septembre 2014 et notamment de la mise en œuvre de la GPEC opérationnelle ;
- point d'étape quantitatif et qualitatif de l'accord relatif à la diversité du 19 octobre 2015 sur les contrats en alternance conclus sur la période 2015-2017 ;
- rapport annuel d'activité de la branche.

Les partenaires sociaux n'ont pas entendu modifier, dans le cadre de cet accord, les périodicités des négociations fixées par la législation et les dispositions conventionnelles en vigueur.

Par ailleurs, un temps paritaire consacré à l'appropriation des réformes issues des ordonnances du 22 septembre 2017 sera partagé entre les partenaires sociaux.

## Article 2

### *Dates des CPPNI pour l'exercice 2018*

Le tableau ci-dessous récapitule les dates des CPPNI pour 2018.

2018	
Janvier	Vendredi 12 Vendredi 26 (salaires)
Février	Vendredi 9 Vendredi 23
Mars	Vendredi 16 Vendredi 30 (Malakoff-Médéric site Laffitte)
Avril	Vendredi 13 Vendredi 20
Mai	Vendredi 18
Juin	Vendredi 1 <sup>er</sup> Vendredi 15
Juillet	Vendredi 6
Septembre	Vendredi 14

2018	
Octobre	Vendredi 5 Jeudi 25
Novembre	Vendredi 9 Vendredi 30
Décembre	Vendredi 14

L'ensemble des réunions se tiendra à 9 h 30.

S'agissant d'un planning prévisionnel, les partenaires sociaux se réservent le droit de modifier et/ou de compléter ce calendrier.

Dans l'hypothèse où l'une des thématiques visées à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas abordée dans le cours de l'année, elle serait reportée à l'agenda social de l'année suivante.

### **Article 3**

#### *Modalités des négociations*

Les réunions de la CPPNI sont organisées par le secrétariat des commissions paritaires.

À l'issue de chaque réunion de la CPPNI, il est convenu d'un ordre du jour pour la réunion suivante qui sera aussitôt transmis aux participants par le secrétariat des commissions paritaires.

Si nécessaire, tout document utile à la bonne compréhension des sujets sera communiqué au moins 10 jours avant la date de la réunion afin de permettre l'efficiencia de la séance de négociation.

Des groupes de travail paritaires pourront être mis en place pour les thèmes de négociation du présent accord qui le justifient, afin d'en aborder les aspects techniques, conformément aux dispositions de l'accord du 13 septembre 2017.

Les partenaires sociaux se réservent le droit de conclure en tant que de besoin un accord de méthode préalablement à l'engagement d'une négociation.

### **Article 4**

#### *Durée. – Date d'entrée en vigueur*

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

À l'exception de l'article 3, le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

Fait à Paris, le 23 février 2018.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### LISTE DES THÈMES À ABORDER DANS LA NÉGOCIATION

---

Sur les classifications :

- architecture du dispositif et champ d'application ;
- principes valables pour l'ensemble des salariés de la branche ;
- méthode de classement des emplois ;
- mode opératoire d'application dont pesée des emplois ;
- suivi de la mise en œuvre, moyens de recours ;
- dispositifs d'évolution professionnelle y compris en lien avec la GPEC (répertoire et référentiel des métiers, aires de mobilité entre métiers, parcours professionnels, accès aux postes à responsabilités).

Sur les rémunérations :

- définition des minima, structuration des rémunérations, principe d'évolution et garanties associées dont égalité salariale ;
- la part de l'évolution des rémunérations résultant d'automatismes ;
- la part de l'évolution des rémunérations résultant de la politique salariale décidée dans l'entreprise, dont la part variable et l'intéressement.

Dispositifs d'information et de formation sur le résultat de la négociation.

## ANNEXE II

### MATIÈRES MENTIONNÉES À L'ARTICLE L. 2253-2 DU CODE DU TRAVAIL

---

- 1° La prévention des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels énumérés à l'article L. 4161-1 ;
- 2° L'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ;
- 3° L'effectif à partir duquel les délégués syndicaux peuvent être désignés, leur nombre et la valorisation de leurs parcours syndical ;
- 4° Les primes pour travaux dangereux ou insalubres.